

La liberté économique dans le monde

Rapport annuel 2009

James Gwartney

Université d'État de Floride

Robert Lawson

Université d'Auburn

Avec la collaboration de Joshua Hall

Beloit College

avec

Herbert Grubel

Université Simon Fraser

Jakob de Haan

Université de Groningue et CESifo Munich

Jan-Egbert Sturm

KOF Swiss Economic Institute, ETH Zurich

Eelco Zandberg

Université de Groningue

Economic Freedom Network

2009

Copyright ©2009 Institut Fraser. Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite de quelque manière que ce soit sans autorisation écrite, sauf s'il s'agit de courts passages cités dans des articles et comptes rendus.

Les auteurs de cette publication ont travaillé en toute indépendance et les opinions qu'ils expriment le sont à titre personnel, sans nécessairement traduire l'avis des adhérents, administrateurs ou employés de l'Institut Fraser. La présente publication ne sous-entend aucunement que l'Institut Fraser, des membres de son conseil d'administration ou ses employés (es) souhaitent l'adoption ou le rejet d'un projet de loi, quel qu'il soit, ou qu'ils soutiennent ou s'opposent à un parti politique ou à un candidat politique particulier.

Édition, conception et composition par Lyndsey Thomas Martin

Couverture par Bill Ray

Imprimé et relié au Canada

Données mises à la disposition des chercheurs

L'ensemble complet de données, y compris toutes les données publiées dans ce rapport ainsi que les données omises en raison de la contrainte d'espace, peut être téléchargé gratuitement à l'adresse : <<http://www.freetheworld.com>>. Le fichier de données disponibles contient les données les plus récentes et les plus précises pour l'indice de *La liberté économique dans le monde*. Le nom de certaines variables et de certaines sources de données ont évolué au fil des années depuis la première publication en 1996 ; le lecteur doit consulter les éditions antérieures des rapports *La liberté économique dans le monde* pour plus de détails concernant les sources et les détails de ces années. Toutes les éditions de ce rapport sont disponibles en formats PDF et peuvent être téléchargées gratuitement à partir de <<http://www.freetheworld.com>>. Cependant, comme des mises à jour et des corrections sont régulièrement faites (même pour les données des années antérieures) les utilisateurs sont fortement encouragés à utiliser les données les plus récentes. Les utilisateurs qui font des études de long terme ou des études longitudinales sont encouragés à utiliser l'index chaîné, puisqu'il est le plus constant dans le temps. Si vous avez des problèmes pour télécharger les données, veuillez contacter Jean-François Minardi via courriel à <freetheworld@fraserinstitute.org> ou par téléphone +1.514.281.9550 ext. 306. Si vous avez des questions techniques au sujet des données elles-mêmes, s'il vous plaît prendre contact avec Robert Lawson par e-mail à <rlawson@auburn.edu> ou par téléphone au +1.334.844.3007. Veuillez citer la série de données comme suit :

Auteurs : James D. Gwartney and Robert Lawson

Titre : 2009 Economic Freedom Dataset, publié dans *Economic Freedom of the World: 2009 Annual Report*

Éditeur : Economic Freedom Network

Date de publication : 2009

URL : <<http://www.freetheworld.com/2009/2009Dataset.xls>>

Citer cette publication

Auteurs : James D. Gwartney et Robert Lawson ; avec Joshua C. Hall, avec Herbert Grubel, Jakob de Haan, Jan-Egbert Sturm, et Eelco Zandberg

Titre : *Economic Freedom of the World: 2009 Annual Report*

Éditeurs : Economic Freedom Network

Date de publication: 2009

Version électronique disponible au <www.fraserinstitute.org> et <www.freetheworld.com>

Information pour le catalogage

Gwartney, James D.

Economic freedom of the world ... annual report / James D. Gwartney.

Annual.

Description basé sur: 1997

Numéro de 2009 par James D. Gwartney et Robert Lawson, avec Joshua C. Hall, avec Herbert Grubel,

Jakob de Haan, Jan-Egbert Sturm, et Eelco Zandberg.

Également disponible sur le web.

ISSN 1482-471X; ISBN 978-0-88975-247-4 (2009).

1. Economic history--1990- --Periodicals. 2. Economic indicators--Periodicals.

I. Fraser Institute (Vancouver, B.C.) II. Titl

Table des matières

Remerciements	/	vi
À propos des auteurs	/	vii
À propos des contributeurs	/	viii
À propos des membres du Economic Freedom Network	/	ix
Résumé	/	xxv
Chapitre 1	La liberté économique dans le monde, 2007	/ 3
Chapitre 2	L'impact de la crise financière et économique sur la liberté économique <i>par Jakob de Haan, Jan-Egbert Sturm, et Eelco Zandberg</i>	/ 27
Chapitre 3	Les effets des politiques de lutte contre la récession sur la liberté économique <i>par Herbert Grubel</i>	/ 40
Chapitre 4	Tableau de données par pays	/ 52
Annexe	Notes explicatives et origine des données	/ 194

Remerciements

Comme toujours, nous sommes reconnaissants pour l'aide intellectuelle et financière du *Fraser Institute*. Mark Mullins, Directeur général de 2005 à 2009, a poursuivi et renforcé l'engagement de l'Institut Fraser sur ce projet. Sans l'aide et les conseils de Michael Walker, directeur général de l'Institut Fraser de 1974 à 2005, ainsi que feu Milton Friedman, ce projet n'aurait jamais vu le jour.

Les membres de l'Economic Freedom Network ont de nouveau fourni un précieux soutien à ce rapport. Nos remerciements vont également à Kathy Makinen et Joe Connors de l'Université d'État de Floride, et James Barth de l'Université d'Auburn. Nous sommes reconnaissants pour le travail de nombreuses personnes au Fraser Institut qui nous ont aidés sur ce projet, dont Fred McMahon, Jean-François Minardi, et Marisha Warrington. La collaboration d'Amela Karabegovic nous manque déjà et nous lui souhaitons bonne chance dans ses nouvelles fonctions au *Fraser Institute*.

Steve Knack (Banque mondiale) et Irene Mia (*World Economic Forum*) ont été d'une aide précieuse en nous aidant à obtenir les données de leurs organisations respectives. Stewart Wilson nous a aidé à préparer les tableaux de données par pays.

Merci également à la *Charles G. Koch Charitable Foundation* et au *Searle Freedom Trust* pour leur soutien. Nous souhaitons également remercier de nouveau cette année Joshua Hall du *Beloit College*, pour son aide précieuse lors de la révision des données et des mises à jour. Il tient également à remercier le *Social Philosophy and Policy Center* de la *Bowling Green State University* pour le soutien de leur programme de chercheur invité au cours de l'été 2009. Nous sommes heureux que Josh ait participé au projet.

James Gwartney & Robert Lawson

Cette édition a été traduite en français par Mathieu Bédard et Hicham El Moussaoui du projet www.UnMondeLibre.org de l'Initiative globale pour le libre échange, la paix et la prospérité de l'*Atlas Economic Research Foundation*. Ce travail de traduction a été coordonné par Jean-François Minardi de l'Institut Fraser et Emmanuel Martin du projet www.UnMondeLibre.org.

À propos des auteurs

James D. Gwartney

James Gwartney est titulaire de la *Gus A. Stavros Eminent Scholar Chair* à l'université d'État de Floride, où il dirige le *Stavros Center for the Advancement of Free Enterprise and Economic Education*. Il est coauteur de *Economics: Private and Public Choice* (Cengage/South-Western Press, 2009), un texte très populaire sur les principes de l'économie qui en est maintenant à sa douzième édition. Il est également coauteur d'un livre de vulgarisation : *Common Sense Economics: What Everyone Should Know about Wealth and Prosperity* (St. Martin's Press, 2005). Ses articles ont été publiés dans des revues académiques et dans les médias populaires tels que le *Wall Street Journal* et le *New York Times*. Il a été économiste en chef de la *Joint Economic Committee of the US Congress* de 1999-2000. Il a été invité par l'administration Poutine, en mars 2000, à faire des présentations et à discuter avec les principaux économistes russes à propos de l'avenir de l'économie de la Russie. En 2004, il a été le lauréat du prix « Adam Smith », décerné par l'*Association of Private Enterprise Education*, pour sa contribution à l'avancement des idéaux du libre marché. Il est l'actuel président de la *Southern Economic Association*. Il a obtenu son doctorat en économie à l'université de Washington.

Robert A. Lawson

Robert Lawson est professeur agrégé de finance à l'université d'Auburn. Auparavant, il a enseigné à la Capital University, où il était récipiendaire de la *George H. Moor Chair*, et à la Shawnee State University. M. Lawson est l'auteur de nombreuses publications académiques dans des revues telles que *Public Choice*, *Cato Journal*, *Kyklos*, *Journal of Labor Research*, *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, et l'*European Journal of Political Economics*. Il a servi comme président de l'*Association of Private Enterprise Education*, et il est membre de la Société du Mont-Pèlerin. Il écrit régulièrement pour <www.divisionoflabour.com>. Il a obtenu un B.S en économie de l'*Honors Tutorial College* à l'Université de l'Ohio et son M.S ainsi que son doctorat en économie à l'université d'État de Floride.

Joshua C. Hall

Joshua Hall est assistant-professeur à la faculté d'économie et de management du *Beloit College*, à Beloit au Wisconsin. Il a obtenu son B.A et son MA en économie à l'université de l'Ohio et son doctorat à la *West Virginia University*. Ancien économiste du *Joint Economic Committee of the US Congress*, il a publié de nombreuses études sur les politiques publiques et plusieurs articles académiques. Les recherches du Professeur Hall sont parues dans des revues telles que l'*Atlantic Economic Journal*, *Cato Journal*, *Journal of Economic Education*, et le *Journal of Labor Research*.

À propos des contributeurs

Herbert Grubel

Herbert Grubel est Senior Fellow au *Fraser Institute* et professeur émérite d'économie de l'Université Simon Fraser. Il a un B.A. de la *Rutgers University* et un doctorat en économie de la *Yale University*. Il a enseigné en temps que titulaire à la *Stanford University*, la *Chicago University* et la *Pennsylvania University*, et a été vacataire dans les universités de Berlin, Singapour, Cape Town, Nairobi, Oxford, et Canberra. Herbert Grubel était le député du Parti réformiste au Parlement pour la circonscription de Capliano-Howe Sound de 1993 à 1997, ou il a siégé comme Critique des finances de 1995 à 1997. Il a publié 16 livres et 180 articles professionnels d'économie portant sur le commerce et les finances internationales et un large éventail de questions de politique économique.

Jakob de Haan

Jakob de Haan est professeur d'économie politique à l'université de Groningue aux Pays-Bas. Il a été directeur scientifique de SOM, l'institut d'enseignement universitaire et de recherche de la faculté d'économie et des affaires de l'université de Groningue entre 1998 et 2009. Il est diplômé de l'université de Groningue, où il a également obtenu son doctorat en 1989. Il a publié de nombreux articles sur des questions comme la dette publique, la politique monétaire, et l'indépendance des banques centrales, la liberté politique et économique, et l'intégration européenne. Il est membre des comités éditoriaux de *Public Choice* et de *European Union Politics*, rédacteur en chef de la revue *European Journal of Political Economy*, et a été président de la *European Public Choice Society* de 2005 à 2007. Professeur de Haan a également été professeur invité à l'université libre de Berlin, au *Kiel Institute* et à l'université de Munich en Allemagne.

Jan-Egbert Sturm

Jan-Egbert Sturm est professeur de macroéconomie appliquée et directeur du *KOF Swiss Economic Institute* de l'EPF de Zurich en Suisse. Il a obtenu son doctorat à l'Université de Groningue, aux Pays-Bas, en 1997. Après ses études, il a été chercheur à l'Université de Groningue jusqu'en 2001 et a enseigné comme professeur invité à la *School of Business*, la *Bond University*, et à Gold Coast en Australie, en 2000 et 2005. Il a été chef du *Department for Economic Forecasting and Financial Markets* à la *Ifo Institute for Economic Research* et professeur d'économie à l'université de Munich (LMU) en Allemagne de 2001 à 2003. Entre 2003 et 2005, Sturm a été professeur d'économie monétaire dans les économies ouvertes à l'Université de Konstanz en Allemagne, et directeur du *Thurgau Institute of Economics (DHT)* à Kreuzlingen, en Suisse, de 2003 à 2005. Dans ses recherches, Jan-Egbert Sturm fait largement appel à des méthodes empiriques et statistiques, et se concentre sur l'économie monétaire, la macroéconomie et l'économie politique et a un intérêt particulier pour les domaines qui sont étroitement liées aux problèmes pratiques actuels.

Eelco Zandberg

Eelco Zandberg est titulaire d'un B.Sc. d'économie à l'université de Groningue et est actuellement étudiant en maîtrise (profil : économie et économétrie) à l'université de Groningue. Il est doctorant à l'université de Groningue depuis le 1er septembre 2009. Dans son mémoire de maîtrise, il se concentre sur l'économie politique des réformes économiques.

À propos des membres de l'Economic Freedom Network

Les coéditeurs du rapport sur la liberté économique dans le monde

Afrique du Sud ♦ Market Foundation of Southern Africa

La *Free Market Foundation of Southern Africa* est une organisation indépendante d'éducation et de recherche sur la politique générale, fondée en 1975 pour promouvoir les principes de gouvernement limité, la liberté économique, et la liberté individuelle en Afrique du Sud. Son financement provient des contributions de ses membres (entreprises, organisations et particuliers), des parrainages et de la vente des publications. ♦ E-mail: fmf@mweb.co.za, site Web : <http://www.freemarketfoundation.com>.

Albanie ♦ Albanian Center for Economic Research (ACER)

L'*Albanian Center for Economic Research* est un institut spécialisé dans les politiques publiques dont les activités sont focalisées sur la recherche et la défense de l'intérêt public. En plus de fournir aux décideurs politiques et aux universitaires des travaux de recherche en économie appliquée, il vulgarise auprès du grand public les principaux thèmes du développement économique. ♦ E-mail: zpreci@icc-al.org; site web ; <http://www.acer.org.al>.

Allemagne ♦ Liberales Institut

Le *Liberales Institut*, basé à Potsdam, est le think tank de la fondation Friedrich-Naumann. Il diffuse les idées du libre marché par le biais de la publication de la littérature libérale classique, l'analyse des tendances politiques actuelles, et la promotion de la recherche. L'Institut organise des conférences et des ateliers pour stimuler l'échange intellectuel entre les libéraux à travers le monde. ♦ E-mail: libinst@freiheit.org; site Web: <http://www.freiheit.org>.

Argentine ♦ Fundación Libertad

La *Fundación Libertad* est une institution privée à but non lucratif tournée vers deux objectifs principaux : la recherche et la communication sur les sujets de politiques publiques (particulièrement dans les domaines socio-économiques et des affaires), et la promotion du concept d'une société d'économie de marché. Fondée en 1988 à Rosario en Argentine par un groupe d'hommes d'affaires, de professionnels et d'intellectuels, la Fondation a développé ses activités avec l'appui de plus de 200 entreprises privées. Ses projets incluent des cours, des conférences, des séminaires, de la recherche, des études et des publications ainsi qu'une forte présence dans les médias, par le biais de chroniques, et d'émissions de télévision et de radio qu'elle produit. Ces projets mettent l'accent sur les politiques économiques, l'éducation, les réglementations, et les dépenses publiques. Des conférenciers exceptionnels ont été invités pour donner des conférences pour la *Fundación Libertad* tels que l'écrivain péruvien Mario Varga Llosa ; des prix Nobel d'économie comme Gary Becker, Douglass North, Robert Lucas et James Buchanan ; l'historien Paul Johnson ; le prix Nobel de la Paix Lech Walessa, ainsi que d'autres intellectuels comme Jean François Revel. La Fondation Libertad est également à l'origine de la création de REFUNDAR, un réseau de fondations argentines composé de dix organisations, situées dans les grandes villes du pays. Ce réseau nous a permis de diffuser nos idées dans tout le pays, et il est affilié à d'autres organisations internationales similaires. ♦ E-mail: dmaggiolo@libertad.org.ar, site Web : <http://www.libertad.org.ar>.

À propos de l'Economic Freedom Network

Pour plus d'informations sur l'Economic Freedom Network, veuillez contacter Jean-François Minardi par e-mail au freetheworld@fraserinstitute.org ou par téléphone au +1.514.281.9550 ext. 306.

Australie ♦ Institute of Public Affairs

Créé en 1943, l'*Institute of Public Affairs* (IPA) est le plus ancien et le plus grand think tank privé en Australie. Son objectif est de promouvoir la prospérité et le plein emploi, l'État de droit, les libertés démocratiques, la sécurité des biens et des personnes, et des normes élevées pour l'éducation et la famille au sein de la population australienne. Afin d'identifier et de promouvoir les meilleurs moyens de garantir ces valeurs, l'IPA entreprend des travaux de recherche, organise des séminaires, et est à l'origine de nombreuses publications. ♦ E-mail: ipa@ipa.org.au, site Web : <<http://ipa.org.au>>.

Autriche ♦ TIGRA®

TIGRA® est le premier think tank autrichien de recherche sur la gouvernance. Son siège social est à Salzbourg. Il a été fondé pour étudier et développer des politiques économiques efficaces. TIGRA® organise des ateliers, et publie des documents ainsi que des rapports. Le slogan de TIGRA® est : « du diagnostic à l'action ». TIGRA® est un réseau d'experts qui met à la disposition des décideurs politiques des solutions de marché efficaces. Un accent particulier est mis sur le management du savoir, le contrôle de l'étendue et de la qualité des réglementations (réduction de la bureaucratie), et la mise en place de benchmarks. ♦ E-mail: bendl@erwin.tc, site Web : <<http://www.tigra.at>>.

Azerbaïdjan ♦ Center for Economic and Political Research

Le *Center for Economic and Political Research*, en Azerbaïdjan, est un institut de recherche non gouvernemental, à but non lucratif, fondé en 1994. Sa mission est de faciliter la démocratisation et la libéralisation économique du pays et d'accroître le rôle de la société civile. Les principaux objectifs des activités du centre sont l'analyse de la situation économique et de la progression des réformes de marché, des processus politiques, des relations politiques étrangères, et des tendances politiques et économiques régionales. Le centre mène également des enquêtes sociologiques et organise des conférences, des tables rondes et des séminaires sur différents aspects des réformes économiques et politiques dans le pays. ♦ E-mail: bagirov.sabit@gmail.com.

Bahamas ♦ The Nassau Institute

Le *Nassau Institute* est un institut indépendant, non politisé et à but non lucratif, qui promeut la croissance économique, l'emploi, et l'activité entrepreneuriale. Il estime que ces objectifs peuvent être réalisés avec une économie de marché et une société décente, c'est-à-dire une société qui adhère aux principes de l'État de droit, de la propriété privée, du libre échange des biens et services, et des vertus individuelles de maîtrise de soi, d'engagement, et de bonne volonté. ♦ E-mail: joan@nassauinstitute.org ; site Web : <<http://www.nassauinstitute.org>>.

Bangladesh ♦ Making Our Economy Right (MOER)

MOER, fondé en 1991, est le seul institut favorable à l'économie de marché du pays qui continue à lutter pour promouvoir le capitalisme d'économie de marché, contre vents et marées. Le concept de liberté individuelle et des marchés libres qui déterminent l'offre de biens, de services et de capitaux est peu compris au Bangladesh. Au cours des 50 dernières années, le socialisme du Fabian et les doctrines de Karl Marx furent les fondements de l'économie de notre pays. MOER publie des articles dans les journaux, en anglais et en bengali, qui font la promotion de l'économie de marché et du libertarianisme. Nous animons également un talk-show hebdomadaire à la radio qui met l'accent sur la libéralisation de l'économie. MOER publie également des livres à la fois en bengali et en anglais qui sont distribués gratuitement aux bibliothèques avec le soutien de l'International Policy Network de Londres. Le quatrième livre publié par MOER cette année, *Clamoring for Free Market Freedom in Bangladesh*, a été préfacé par le prix Nobel Milton Friedman. Le livre est un recueil d'articles de Nizam Ahmed. ♦ E-mail: drmanzur@citechco.net.

Belgique ♦ Centre for the New Europe

Le *Centre for the New Europe* (CNE) est un institut de recherche européen, basé à Bruxelles dont l'objectif est la promotion de l'économie de marché, la liberté personnelle, ainsi que la créativité et la responsabilité dans une société ordonnée. Le CNE est fondé sur la conviction que l'intégration européenne ne peut fonctionner

que dans une société dirigée par un esprit de capitalisme démocratique. Le Centre développe des alternatives politiques, encourage la croissance économique et la déréglementation ; cherche de nouvelles solutions fondées sur le marché aux problèmes sociaux et environnementaux ; et favorise la liberté individuelle, le choix et la responsabilité personnelle. ♦ E-mail: info@cne.org ; site Web : <http://www.cne.org>.

Biélorussie ♦ Scientific Research Mises Center

Le *Scientific Research Mises Center* a été fondé en 2001. Sa mission est de faire avancer les idées et les idéaux d'une société démocratique de libre marché fondée sur le choix individuel et la responsabilité personnelle, et de créer une communauté ouverte de personnes qui partagent ces idées. Le centre encourage les idées originales d'un gouvernement minimal, de la liberté individuelle, et de la propriété privée par le biais de publications, de forums de discussion et de conférences. L'objectif du centre est de démontrer l'aptitude des organisations privées, aussi bien celles à but lucratif que celles à but non lucratif, à créer une meilleure société et à favoriser l'assimilation de l'idée selon laquelle le libre choix d'un individu pleinement informé est le fondement d'une société juste, prospère et ouverte. ♦ E-mail: liberti@belsonet.net, site Web : <http://liberty-belarus.info>.

Bolivie ♦ Fundación Libertad y Democracia (FULIDE)

La *Fundación Libertad y Democracia* est une organisation à but non lucratif fondée par des citoyens intéressés par la promotion de la démocratie et de la liberté. Le but de la Fondation est d'étudier et d'analyser des sujets qui ont un impact économique, politique ou social sur l'économie de marché et l'initiative privée. Grâce à des séminaires, des débats et des publications, la FULIDE cherche à refléter l'intégration de la Bolivie à l'économie mondiale. ♦ E-mail: fulide@fulide.org.bo, site Web : <http://www.fulide.org.bo>.

Brésil ♦ Instituto Liberal do Rio de Janeiro

L'*Instituto Liberal do Rio de Janeiro* a été fondé pour convaincre les Brésiliens des avantages d'un ordre libéral. Il s'agit d'une organisation à but non lucratif financée par les dons et le parrainage de particuliers et d'entreprises privées. Ses statuts prévoient un conseil d'administration et interdisent toute affiliation politique ou sectaire. L'Institut publie des livres, organise des séminaires, et élabore des études sur des sujets relatifs aux politiques publiques. ♦ E-mail: ilrj@gbl.com.br, site Web : <http://www.institutoliberal.org.br>.

Bulgarie ♦ Institute for Market Economics

Créé en 1993, l'IME est le premier think tank indépendant en Bulgarie. Il s'agit d'une société privée à but non lucratif qui reçoit un soutien international et est très réputé pour son expertise. L'IME élabore et promeut des solutions aux problèmes auxquels la Bulgarie est confrontée dans sa transition vers une économie de marché ; offre une évaluation indépendante et une analyse des politiques économiques du gouvernement, et soutient l'échange d'idées sur l'économie de marché ainsi que sur des questions de politique pertinentes. ♦ E-mail: mail@ime.bg, site Web : <http://www.ime.bg>.

Burkina Faso ♦ Le centre des affaires humaines (CEDAH)

Le centre des affaires humaines (CEDAH) est un think tank à la fois d'éducation et de recherche sur les politiques publiques, qui a été fondé en décembre 2007 au Burkina Faso. Le CEDAH est une organisation indépendante à but non lucratif sans affiliation à aucun parti politique. Il est entièrement financé par les contributions des particuliers, des organismes et des fondations. Afin de protéger l'indépendance de ses recherches, il n'accepte pas de subventions ni de la part du gouvernement du Burkina Faso ni des partis politiques. La mission de CEDAH consiste à proposer des solutions originales et novatrices pour l'élaboration de politiques publiques efficaces utilisant comme modèle des réformes appliquées avec succès ailleurs. Le CEDAH étudie le fonctionnement des marchés dans le but d'identifier les mécanismes et les institutions qui favorisent la prospérité et le bien-être à long terme de tous les individus qui forment notre société. ♦ E-mail: info@cedahburkina.com ; site Web : <http://www.cedahburkina.com>.

Cambodge ♦ The Cambodia Institute of Development Study

Le *Cambodia Institute of Development Study* (CIDS) est un institut de recherche local, indépendant, à but non lucratif, qui a été fondé en décembre 2004. L'Institut a pour mission de fournir une recherche de haute qualité sur le plan local et provincial dans les domaines spéciaux de l'économie, des ressources naturelles et de l'environnement, de l'agriculture et du développement rural, des finances publiques et de la gouvernance, dans le cadre de l'intégration mondiale. Son objectif est de produire et de diffuser des recherches sur les économies provinciales et nationales, et d'améliorer la capacité et de promouvoir le développement professionnel des ressources locales en offrant des opportunités de formation et de recherche pratique. ♦ E-mail: k_cdrrot@yahoo.com.

Canada ♦ The Fraser Institute

Notre vision est un monde prospère et libre où les individus bénéficient d'un plus grand choix, des marchés concurrentiels, et de la responsabilité personnelle. Notre mission consiste à évaluer, analyser et faire connaître l'effet des marchés concurrentiels et des interventions gouvernementales sur le bien-être des individus. Fondée en 1974, nous sommes une organisation indépendante d'éducation et de recherche présente à travers l'Amérique du Nord et a des partenaires internationaux dans plus de 70 pays. Notre travail est financé par les cotisations déductibles d'impôts de milliers de particuliers, d'organisations et de fondations. Afin de protéger son indépendance, l'Institut n'accepte ni subventions publiques ni contrats de recherche. ♦ E-mail: info@fraserinstitute.org, site Web : <<http://www.fraserinstitute.org>>, <<http://www.freetheworld.com>>.

Chili ♦ Instituto Libertad y Desarrollo

L'*Instituto Libertad y Desarrollo* est un think tank entièrement indépendant de tout groupe religieux, politique, financier ou gouvernemental. Il est attaché à l'économie de marché et à la liberté politique et économique. Il publie des études et des analyses sur des sujets de politiques publiques. ♦ E-mail: clarroulet@lyd.org, site Web : <<http://www.lyd.com>>.

Colombie ♦ Instituto Libertad y Progreso (ILP)

L'ILP est une institution de recherche et d'éducation basée à Bogota qui est particulièrement intéressée par les thèmes institutionnels, à la fois en Colombie et à l'étranger. L'ILP est plutôt axé sur les thèmes de la réforme constitutionnelle, le droit constitutionnel, les institutions économiques, et la pensée politique. ♦ E-mail: andresmejiv@cable.net.co, site Web : <<http://www.libertadyprogreso.net>>.

Costa Rica ♦ Instituto para la Libertad y el Análisis de Políticas

L'INLAP est une organisation non partisane, à but non lucratif, créée pour défendre et promouvoir la liberté individuelle à travers l'analyse des politiques publiques et les activités éducatives. Ses objectifs spécifiques consistent à accroître la prise de conscience des fondements moraux de la liberté et à promouvoir cette dernière comme un droit individuel nécessaire pour atteindre les niveaux les plus élevés de développement économique et humain ; et de favoriser des changements dans l'organisation sociale et dans les politiques publiques en influençant la pensée des décideurs politiques, des dirigeants de communautés et des citoyens.

L'INLAP produit régulièrement des analyses des projets de lois, de décrets et de réglementations ; et ses recommandations servent de guide pour les élus désirant obtenir une plus grande liberté et une créativité individuelle, et une économie plus productive. Il mène également des études approfondies de politiques publiques « bien intentionnées » qui peuvent néanmoins avoir des effets pervers inattendus. Les études et les recommandations de l'institut sont publiées dans des livres, des revues et des journaux, elles sont présentées sous forme d'articles d'opinion et de bulletins, et sont également disponibles via notre site web. ♦ E-mail: inlapp@racsa.co.cr, site Web : <<http://www.inlap.org>>.

Croatie ♦ The Institute of Economics

L'*Institute of Economics de Zagreb*, établi en 1939, est une institution de recherche scientifique majeure spécialisée dans l'étude des processus économiques et dans l'application des théories économiques contemporaines. L'Institut a pour objectif le progrès économique et social de la Croatie. Ses recherches englobent à la fois la

macro-économie et la micro-économie, les questions de politiques publiques (y compris des domaines spécialisés tels que l'économie d'entreprise), les tendances économiques actuelles, les méthodes d'analyse économique, le développement des ressources humaines, l'économie spatiale et régionale, l'économie internationale et le développement technologique, et la planification des projets d'investissement. Les chercheurs aussi bien internes qu'externes à l'Institut travaillent ensemble sur des projets de recherche. L'Institut emploie 40 chercheurs à plein temps, dont la majorité ont achevé leur formation spécialisée dans des pays étrangers. Les travaux de recherche de l'Institut sont publiés dans des livres, des rapports et des études ainsi que dans des revues scientifiques. L'Institut entretient des contacts étroits avec des organisations internationales, des associations professionnelles, des instituts et des universités. ♦ E-mail : ssvaljek@eizg.hr, site Web : <http://www.eizg.hr/>.

Côte d'Ivoire ♦ **Bureau d'analyse d'ingénierie et de logiciels (BAILO)**

E-mail : bailo@afribone.net.ml.

Danemark ♦ **Center for Politiske Studier (CEPOS)**

Le *Center for Politiske Studier* (CEPOS) a été fondé en 2004 à Copenhague comme un think tank indépendant et à but non lucratif. Il cherche à promouvoir une société libre et prospère en menant des recherches qui promeuvent les politiques, les institutions, et la culture favorables à l'économie de marché, à l'État de droit, et à une société civile composée d'individus libres et responsables. Pour ce faire, le centre produit des études académiques et des analyses de politiques publiques portant, d'une part, sur le débat politique général, et d'autre part, sur le processus politique dans des domaines tels que l'aide sociale, la fiscalité, la réglementation, l'éducation, l'entrepreneuriat, la santé, l'environnement et l'organisation du secteur public. ♦ E-mail: info@cepos.dk, site Web : <http://www.cepos.dk>.

Équateur ♦ **Instituto Ecuatoriano de Economía Política**

L'IEEP est une institution privée indépendante, à but non lucratif, qui défend et promeut les idéaux libéraux classiques de la liberté individuelle, des marchés libres, du gouvernement limité, des droits de propriété, et de l'État de droit. L'IEEP accomplit sa mission à travers des publications, des séminaires, des ateliers qui débattent des questions socio-économiques et politiques. Le financement de l'IEEP provient de dons volontaires, des cotisations des membres, et des revenus des ventes de ses publications. ♦ E-mail : dora_ampuero@ieep.org.ec, site Web : <http://www.ieep.org.ec>.

Estonie ♦ **International University Audentes**

L'Université internationale Audentes est l'Institut international de l'Université Audentes, la plus grande université privée en Estonie. L'université a été créée en 1992. Notre mission est d'encourager et de permettre à nos étudiants de développer leurs aptitudes professionnelles, académiques et personnelles, pour devenir des individus créatifs attachés aux valeurs les plus nobles afin qu'ils puissent mieux contribuer à la vie économique, sociale, culturelle, intellectuelle et politique au niveau national, européen et mondial. Notre objectif est d'être le leader de l'éducation internationale dans l'Europe du Nord-Est. ♦ E-mail: university@udentes.eu, site Web : <http://www.audentes.eu>.

États-Unis ♦ **Cato Institute**

Fondé en 1977, le *Cato Institute* est une fondation de recherche dont la vocation est d'élargir le débat sur les politiques publiques afin d'inclure plus d'options compatibles avec les principes américains traditionnels de gouvernement limité, de la liberté individuelle, de l'économie de marché, et de la paix. À cette fin, l'Institut s'efforce d'obtenir une plus grande implication de la part du public éclairé concerné par les questions de politique et par le rôle du gouvernement grâce à un vaste programme de publications et de séminaires. ♦ E-mail: ivasquez@cato.org, site Web : <http://www.cato.org>.

France ♦ Association pour la liberté économique et le progrès social (ALEPS)

L'ALEPS promeut l'idée selon laquelle l'économie de marché est à l'origine de progrès social. Elle met en contact des intellectuels libéraux français avec la communauté scientifique mondiale. Grâce à ses contacts permanents avec divers instituts étrangers prestigieux, l'ALEPS a publié, en 1990 « le Manifeste de l'Europe pour les Européens », signé par 600 facultés de 28 pays. L'effondrement économique de la planification centrale et la disparition des régimes totalitaires en Europe de l'Est n'ont pas résolu tous les problèmes sociaux. Une société postsocialiste doit encore être mise en place, tant en Europe de l'Est que dans les pays occidentaux comme la France, où 40 années d'État-providence ont conduit à un chômage de masse, une oppression fiscale, une expansion explosive de l'assistance sociale, une augmentation de la pauvreté et des inégalités, et une perte de vertus morales et des valeurs spirituelles. L'ALEPS s'attache à donner l'impulsion politique et intellectuelle nécessaire à cette renaissance. ♦ E-mail: jacques.garello@univ.u-3mrs.fr, site Web : <<http://www.libres.org>>.

Géorgie ♦ Society for Disseminating Economic Knowledge: New Economic School—Georgia

La Société a été fondée en 2001. Son objectif est de diffuser et de promouvoir les idées de l'économie de marché et de créer un centre de recherche destiné à promouvoir l'économie de marché auprès des étudiants, des jeunes scientifiques, des enseignants et d'autres parties concernées. La société a pour vocation de diffuser les idées libérales classiques par le biais de publications, de colloques, de séminaires, de conférences, d'ateliers de groupe, d'universités d'été et d'hiver, d'olympiades scientifiques, et de concours. ♦ E-mail: office@nesgeorgia.org; site Web : <<http://www.nesgeorgia.org>>.

Ghana ♦ The Institute of Economic Affairs

L'IEA a été fondé en octobre 1989 comme une institution non gouvernementale indépendante consacrée à la création et au renforcement d'une économie de marché et d'une société démocratique, libre, et ouverte. Il considère les améliorations des institutions juridiques, sociales, et politiques comme des conditions nécessaires à une croissance économique durable et au développement humain. L'IEA soutient la recherche, promeut et publie des études sur d'importants sujets économiques, socio-politiques et juridiques en vue d'améliorer la compréhension des politiques publiques. ♦ E-mail: iea@ieaghana.org; Tél. : 233-21-244716/233-21-7010714 ; Fax : 233-21-222313.

Guatemala ♦ Centro de Investigaciones Económicas Nacionales

Le CIEN a été créé en 1982. Il s'agit d'un institut privé de politiques publiques non-partisan et à but non lucratif, financé par la vente de ses livres et de ses publications périodiques, les revenus issus des conférences et des séminaires, et l'appui financier qu'il reçoit de ses membres et du public. Le programme du centre est voué à l'étude technique des problèmes économiques et sociaux qui entravent un développement stable de la nation. Ses membres, son équipe, ses chercheurs associés, et ses adhérents partagent les principes d'un ordre social où les personnes sont libres et responsables interagissant dans le cadre d'une économie de marché fonctionnant au sein de l'État de droit. ♦ E-mail: cien@cien.org.gt, site Web : <<http://www.cien.org.gt>>.

Haïti ♦ Institut de recherche pour la liberté économique et la prospérité (IRLEP)

L'IRLEP a été fondé en 2004. Il s'agit d'une organisation d'éducation et de recherche non partisane et à but non lucratif, consacrée à l'amélioration de la qualité de la vie en Haïti grâce à la croissance économique et au développement. Par le biais de publications et de conférences, l'IRLEP promeut les principes et les concepts des droits individuels, d'un gouvernement limité, de la concurrence, du libre-échange, et des droits de propriété intellectuelle et physique. L'IRLEP ne reçoit ni fonds ni subventions de la part des institutions publiques et des partis politiques. ♦ E-mail: irlephaiti@yahoo.com.

Hong Kong ♦ Hong Kong Centre for Economic Research

Le *Hong Kong Centre for Economic Research* est un établissement éducatif et caritatif créé en 1987 pour promouvoir l'économie de marché à Hong Kong en favorisant la compréhension par le public des questions économiques ainsi que le développement de politiques alternatives pour le gouvernement. Le centre publie des recherches qui font autorité et est largement reconnu comme le think tank leader en matière de réflexion sur l'économie de

marché en Asie. Il a convaincu l'opinion publique et le gouvernement de Hong Kong de libéraliser les télécommunications, d'ouvrir à la concurrence la manutention du fret aérien, de privatiser le logement public, d'adopter un régime de retraite par capitalisation au lieu du régime par répartition, de supprimer la pénalisation légale de la fixation des taux d'intérêt sur les dépôts par les banques, et d'adopter les mécanismes de marché pour la protection de l'environnement. ♦ E-mail: asiu@econ.hku.hk; site Web : <http://www.hku.hk/hkcer/>.

Hongrie ♦ Szazadveg Foundation

La *Szazadveg Foundation* est une organisation à but non lucratif qui se consacre à des activités de recherche dans les domaines de la politique et de l'économie et à des activités de conseil et de formation. Ce think tank est indépendant du gouvernement et de tout parti politique, et fonctionne en tant que fondation depuis sa création en 1990. Századvég publie les résultats de ses recherches au profit du grand public en général et fournit également des services professionnels à des institutions économiques, des organisations politiques et de la société civile, des partis politiques, et au gouvernement. ♦ E-mail: gazso@szazadveg.hu; site Web : <http://www.szazadveg.hu>.

Inde ♦ Centre for Civil Society

Le CCS est une organisation de recherche et d'éducation indépendante à but non lucratif, inaugurée le 15 août 1997 consacrée à l'amélioration de la qualité de vie de tous les citoyens de l'Inde. Le CCS soutient que, ayant obtenu très tôt son indépendance politique d'un État étranger, la population indienne doit maintenant conquérir son indépendance économique, sociale et culturelle de l'État indien. Cet objectif peut être atteint en suivant deux voies simultanément : le programme « Mortier » consistant à construire et à reconstruire les institutions de la société civile et le programme « marteau » dédié au réajustement de la taille et de la portée de la société politique. Le CCS anime des débats mensuels sur des questions d'actualité afin d'introduire la philosophie libérale classique et les solutions de marché dans le débat public. Il a publié plusieurs travaux, notamment l'Agenda pour le changement, un volume de 17 chapitres qui décrit les réformes des politiques pour le gouvernement indien ; le fonctionnement des marchés selon Israël Kirzner ; et l'autorégulation dans de la société civile, sous la direction de Ashok Desai. Il organise les séminaires « liberté et société » au profit des étudiants et des journalistes. ♦ E-mail: parth@ccsindia.org; site Web : <http://www.ccsindia.org>.

Indonésie ♦ The Institute for Development of Economics and Finance

E-mail: Indef@indo.net.id; site Web : <http://home.indo.net.id/~indef/>.

Irlande ♦ Open Republic Institute

L'ORI est la seule plate-forme irlandaise de discussion des politiques publiques qui s'intéresse de manière spécifique aux droits de l'homme dans le cadre d'une société ouverte et des idées de l'économie marché. L'ORI opère dans un cadre non politique afin de fournir des analyses de politiques publiques et de nouvelles idées politiques au gouvernement, aux députés, aux fonctionnaires, aux universitaires, aux étudiants et aux citoyens ♦ E-mail: pmacdonnell@openrepublic.org; site Web : <http://www.openrepublic.org>.

Islande ♦ Centre for Social and Economic Research (RSE)

Le RSE est une organisation indépendante, non partisane et à but non lucratif, qui a été fondée en 2004 à Reykjavik en Islande. Sa mission est de promouvoir une meilleure compréhension des idées de la propriété privée et de l'économie de marché pour une société démocratique et progressiste. Le RSE accomplit sa mission grâce à des programmes de publications et de conférences. Son travail est assisté par un conseil académique composé de conseillers de la plus haute qualité provenant des divers champs académiques. Le RSE est entièrement financé par les contributions volontaires de ses adhérents. ♦ E-mail: birgir@rse.is; site Web : <http://www.rse.is>.

Israël ♦ **Jerusalem Institute for Market Studies**

Le JIM a été fondé en 2003 à Jérusalem, en Israël comme think tank de politique économique indépendant et à but non lucratif. La mission du JIM est de promouvoir les solutions du marché et du gouvernement limité en Israël et dans la région. Afin de répandre les idées de l'économie de marché, le JIM produit des travaux de recherche originaux et publie des documents et des éditoriaux traitant de politiques publiques. Le JIM réalise aussi une large gamme de programmes pédagogiques destinés aux élèves de l'école primaire, aux étudiants du collège, aux lycéens, aux étudiants universitaires et aux jeunes professionnels. ♦ E-mail: corinnesauer@gmail.com; site Web : <<http://www.jims-israel.org>>.

Italie ♦ **Centro Einaudi**

Le *Centro di Ricerca e Documentazione « Luigi Einaudi »* a été fondé en 1963 à Turin, en Italie, en tant qu'association libre d'hommes d'affaires et de jeunes intellectuels afin de favoriser la liberté individuelle et l'autonomie, la concurrence économique et l'économie de marché. Le Centre est un institut indépendant à but non lucratif financé par les contributions des particuliers et des sociétés, par la vente de ses publications, et par des commissions de recherche spéciales. Les activités du centre portent sur la recherche, la formation de jeunes étudiants et chercheurs, l'organisation des séminaires, de colloques et de conférences, et la publication de monographies, de livres et de périodiques y compris : la revue trimestrielle de la Bibliothèque de la liberté; le Rapport sur l'économie mondiale et l'Italie ; le rapport sur l'épargne et les épargnants en Italie ; et le rapport sur le commerce de détail en Italie, publié également en anglais. ♦ E-mail: segreteria@centroeinaudi.it; site Web : <<http://www.centroeinaudi.it>>.

Jordanie ♦ **Young Entrepreneurs Association**

E-mail: director@yea.com.jo; site Web : <<http://www.yea.com.jo>>.

Kenya ♦ **African Research Center for Public Policy and Market Process**

Le *African Research Center for Public Policy and Market Process* est le premier centre de recherche créé en Afrique par la *African Educational Foundation for Public Policy and Market Process*, une organisation éducative indépendante répertoriée aux États-Unis. La mission première du centre et de la Fondation est de promouvoir les idées de l'économie de marché et des associations volontaires en Afrique. Le centre mène des recherches sur tous les aspects de l'économie de marché, de l'association volontaire et de la liberté individuelle et publie les résultats auprès du plus large public possible. Le centre organise également des séminaires et des colloques pour examiner la liberté et l'entreprise en Afrique. ♦ E-mail: kimenyi@kippra.or.ke.

Kirghizistan ♦ **Economic Policy Institute—Bishkek Consensus**

L'EPI a été créé en décembre 2003 comme un institut indépendant, non partisan et à but non lucratif avec des partenariats et des relations de coopération développés avec le gouvernement, le monde des affaires, la communauté internationale, la société civile et les médias. L'EPI a pour mission de promouvoir des réformes économiques, sociales et de gouvernance au Kirghizistan en impliquant les institutions de la société civile pour élaborer et mettre en œuvre les réformes ; en développant le potentiel local et en ayant recours à la meilleure expérience internationale. Sa position stratégique provient du fait qu'il est une source d'information et de recherche indépendante et objective en matière de politiques publiques, et qu'il est un forum neutre pour que différents groupes d'intérêt contribuent à la réforme des politiques publiques. ♦ E-mail: office@epi.kg; site Web : <<http://www.epi.kg>>.

Lituanie ♦ **Lithuanian Free Market Institute**

Le LFMI est une organisation indépendante à but non lucratif qui a été fondée en 1990 pour faire progresser les idées de liberté et de responsabilité individuelle, de l'économie de marché, et d'un gouvernement limité. Depuis sa création, le LFMI a été à l'avant-garde de la pensée économique et des réformes en Lituanie.

Il a permis non seulement d'aider à cadrer les débats sur les politiques en menant des recherches et en créant des packages de réformes sur des questions clés, mais il a également mené des campagnes de sensibilisation et a joué un rôle clé dans les coulisses en contribuant à l'élaboration et au raffinement des propositions législatives. Par ailleurs, le LFMI a promu l'idée d'un conseil monétaire, et a réalisé une contribution décisive à la Loi sur la crédibilité du Litas (monnaie lettone) ; il a été à l'origine de la création du cadre juridique et institutionnel pour le marché des valeurs mobilières et a contribué de manière significative à la législation actuelle sur les privatisations ; et il a initié et participé au processus de mise en œuvre du régime de retraite privé financé entièrement par capitalisation. Les recommandations du LFMI ont été adoptées dans la législation concernant les banques commerciales, la Banque de Lituanie, les coopératives de crédit, l'assurance et l'investissement étranger. Le LFMI a influencé de manière significative l'amélioration des lois sur l'entreprise, la faillite et la concurrence.

Le LFMI a fourni une précieuse contribution à la politique fiscale et à la politique budgétaire. Son influence a permis l'introduction de la règle de budgétisation, l'exonération des bénéfices réinvestis, la réduction des droits de succession et des taxes sur les donations, l'abolition de l'impôt sur les plus-values en capital, la suspension de l'introduction de l'impôt sur l'immobilier, l'élimination de l'impôt sur le revenu des intérêts des prêts accordés par des banques étrangères et des organisations financières internationales, ainsi que la révision des droits de timbre, des réglementations de TVA et d'autres impôts. Le LFMI a initié le processus de déréglementation et de débureaucratization visant l'élimination des réglementations excessives des affaires et la réduction de la bureaucratie. Une importante influence a été exercée sur la révision des réglementations de l'emploi, du marché des capitaux, de l'acquisition des terres et de la construction. Le passage à une approche basée sur la dé-régulation a été réalisé avec succès pour combattre la corruption. ♦ E-mail: lfmi@freema.org; site Web : <http://www.freema.org>.

Luxembourg ♦ **D'Letzeburger Land**

E-mail: info@mmp.lu

Mexique ♦ **Centro de Investigación para el Desarrollo A.C.**

Le CIDAC est une institution de recherche indépendante et à but non lucratif, consacrée à l'étude de l'économie et du système politique mexicain. Sa philosophie est que l'économie mexicaine peut devenir viable grâce à un secteur privé plus efficace et plus compétitif. Le CIDAC a été fondé en 1980 en tant qu'établissement de formation des cadres pour le secteur financier en général (Banques et entreprises publiques et privées). Il a reçu une dotation de Banamex, la plus grande banque privée du Mexique. En 1983, immédiatement après l'expropriation des banques privées, le CIDAC a changé sa mission en passant de la formation à la recherche. Au cours des cinq dernières années, le CIDAC a tenu plus de 40 conférences pour les hommes d'affaires, et ses chercheurs animent en permanence des forums politiques et académiques ainsi que des forums sur les entreprises. Le CIDAC a également publié 19 livres sur divers sujets économiques, politiques, et des questions de politiques publiques ; 45 monographies ; et plus de 500 publications dans les journaux et les magazines mexicains, américains et européens. ♦ E-mail: cidacmx@aol.com; site Web : <http://www.cidac.org>.

Mongolie ♦ **Open Society Forum**

L'*Open Society Forum* est une organisation non gouvernementale indépendante, fondée en 2004. Le Forum a pour objectif de fournir une recherche et une analyse de qualité, ainsi qu'un large accès pour le public aux informations concernant la gouvernance et les politiques économiques et sociales. Il met l'accent sur la liberté économique, la réforme foncière, l'État de droit, la liberté des médias, le financement des campagnes électorales, le pastoralisme nomade, la privatisation, l'économie informelle, et les politiques d'éducation. Le Forum mène des recherches et tient des conférences pour encourager la participation du public à l'élaboration de la politiques publiques. ♦ E-mail: djargal@yahoo.com; soyoloo@soros.org.mn; site Web : <http://www.forum.mn>.

Monténégro ♦ **The Center for Entrepreneurship and Economic Development (CEED)**

Le CEED est le premier établissement non gouvernemental et non partisan d'économie de marché mis en place au Monténégro. Sa mission est de sensibiliser les entrepreneurs à différents sujets comme la propriété privée, la société démocratique, l'économie de marché, et l'État de droit par le biais d'un certain nombre de

programmes, d'initiatives, de publications et d'événements. Le centre a été créé pour répondre à la demande de savoir managérial exprimée par des entrepreneurs pionniers qui avaient besoin de formation pour pouvoir opérer dans un nouvel environnement après l'éclatement de l'ex-Yougoslavie. ♦ E-mail: cfepg@cg.yu; site Web : <<http://www.visit-ceed.org>>.

Népal ♦ The Prosperity Foundation

E-mail: robsitoula@gmail.com; site Web : <<http://www.samriddhi.org>>.

Nigéria ♦ Initiative of Public Policy Analysis

L'IPPA est une organisation privée à but non lucratif consacrée à la recherche, l'éducation, et la publication sur des sujets touchant à la liberté des individus. Son objectif est de fournir une analyse fondée sur l'économie de marché sur des questions d'actualité de politiques publiques en vue d'influencer le débat et le processus de décision politique. ♦ E-mail: info@ippanigeria.org; site Web : <<http://www.ippanigeria.org>>; courrier : P.O. Box 6434 Shomolu, Lagos-Nigeria.

Norvège ♦ Center for Business and Society Incorporated (Civita)

CIVITA, le premier think tank qui s'appuie sur les principes de l'économie marché en Norvège, a été créé en 2004. Il s'efforce d'accroître le consensus sur d'importants principes de l'économie de marché et sur leurs implications pour le bien-être, la liberté et la démocratie. CIVITA est également dévoué à la promotion de la responsabilité personnelle et de la société civile pour qu'ils jouent un rôle plus grand dans le développement de la société. Pour communiquer ses idées au public, il mène des recherches, publie des rapports et tient des séminaires et des conférences. ♦ E-mail: Marius.Doksheim@civita.no; site Web : <<http://www.civita.no>>.

Nouvelle-Zélande ♦ The New Zealand Business Roundtable

Le *New Zealand Business Roundtable* est composé des directeurs généraux des quelques 60 plus grandes entreprises de la Nouvelle-Zélande. Son objectif est de contribuer au développement de politiques publiques pertinentes qui reflètent l'ensemble des intérêts de la Nouvelle-Zélande. Il a été un partisan proéminent de la libéralisation économique du pays. ♦ E-mail: nzbr@nzbr.org.nz; site Web : <<http://www.nzbr.org.nz>>.

Oman ♦ International Research Foundation (IRF)

L'IRF a été créé en 2005. C'est un think tank non gouvernemental, indépendant et à but non lucratif. Il réalise des recherches sur des questions d'économie nationale et internationale, plus particulièrement sur le monde arabe. L'IRF a organisé son agenda de recherche et d'affaires publiques sur une base collégiale et s'appuie sur les contributions de son équipe de recherche, de son comité de rédaction, et de ses analystes. Il entretient des relations de travail avec les institutions gouvernementales et non gouvernementales de la région ainsi que d'autres parties du monde. L'IRF est le membre régional du réseau de la liberté économique de l'Institut Fraser. La vision de l'IRF est de créer de la richesse et des emplois par la promotion de la liberté économique. Sa mission est d'évaluer, d'analyser, et de faire connaître à un public mondial l'effet des marchés concurrentiels sur le bien-être des individus. Le Conseil d'administration de l'IRF est composé de membres influents du secteur privé en provenances de plusieurs organisations. L'IRF est à l'origine de la mise en place d'un réseau de chercheurs universitaires pour faciliter l'élaboration de projets de recherche qui contribueront à ses efforts de recherche économique sur des questions qui concernent la vie quotidienne des individus ♦ E-mail: azzan@ociped.com; site Web : <www.irfoman.org>.

Pakistan ♦ Alternate Solutions Institute

L'*Alternate Solutions Institute*, fondé en 2003, est le premier think tank de promotion de l'économie de marché au Pakistan. Sa mission est de (1) rechercher des solutions aux défis ayant trait à l'économie, au droit, à l'éducation et à la santé conformément aux principes du libéralisme classique et (2) de promouvoir la mise en œuvre de ces solutions. L'Institut vise à promouvoir le concept d'un gouvernement limité et responsable au Pakistan dans le cadre de l'État de droit afin de protéger la vie, la liberté et la propriété de tous ses citoyens sans

aucune discrimination. L'Institut mène des recherches et tient des séminaires, des ateliers, et des conférences pour sensibiliser les étudiants intéressés, les enseignants et les journalistes aux principes du libéralisme classique. ♦ E-mail: info@asinstitute.org; site Web : <http://asinstitute.org>.

Palestine ♦ Pal-Think for Strategic Studies

Le *Pal-think for Strategic Studies* est un institut indépendant et à but non lucratif de la bande de Gaza en Palestine. Il a été créé en mars 2007. La mission du Pal-think est de promouvoir la paix, la liberté et la prospérité à travers la participation au débat sur des questions publiques et la production de recommandations de politiques destinées aux décideurs en Palestine et au Moyen-Orient. Le principal objectif du Pal-think est de mener des recherches sur des questions thématiques qui serviront de base pour les débats politiques sur les sujets importants aux yeux des Palestiniens, de la région, et de la communauté internationale. Pour concrétiser son ambition d'être le think tank leader en Palestine et au Moyen-Orient, le Pal-think organise également des conférences, des ateliers, des tables rondes ainsi que d'autres manifestations sur des questions spécifiques à la Palestine et à la région afin d'approfondir leur compréhension par les différents électeurs et pour offrir des solutions politiques adéquates. ♦ E-mail: omar@palthink.org; site Web : <http://www.palthink.org>.

Panama ♦ Fundación Libertad

La *Fundación Libertad* du Panama est une fondation à but non lucratif engagée dans la promotion et la mise en œuvre de la liberté, du choix personnel, de la coopération volontaire et de la réduction de la taille du gouvernement. La Fondation Liberté a été fondée en 2001 par des organisations professionnelles et d'entreprises en vue de promouvoir la libre entreprise et la démocratie et de traiter les questions touchant à la liberté du citoyen y compris l'augmentation discrétionnaire du pouvoir de l'État et la prolifération de la législation favorisant la discrimination et l'établissement de privilèges, toutes contraires à l'esprit du capitalisme démocratique. À ses débuts, la Fondation Liberté a reçu le soutien d'organisations similaires telles que le Centre de la Divulgence du Savoir Economique (CEDICE) à Caracas au Venezuela, et le Centre de Recherche et d'Études nationales (CIEN) au Guatemala. ♦ E-mail: diablo@diablopty.com; site Web : <http://www.fundacionlibertad.org.pa>.

Pérou ♦ Centro de Investigación y Estudios Legales (CITEL)

Le CITEL a été créé en 1989. Son principal champ d'études est l'analyse économique du droit. À cette fin, il mène des recherches sur les différentes institutions juridiques, publie des livres, et organise des séminaires et des colloques. ♦ E-mail: enrique@ghersi.com.

Philippines ♦ The Center for Research and Communication

Le CRC a, depuis 1967, mené des recherches et publié des travaux portant sur des questions politiques et économiques, nationales et internationales, qui affectent la région de l'Asie-Pacifique. Il organise des forums de discussion et de débat entre des universitaires, des hommes d'affaires, des fonctionnaires, et des représentants d'autres secteurs qui façonnent l'opinion publique et définissent les politiques. Le CRC est la principale institution de recherche de l'université de l'Asie et du Pacifique à Manille, aux Philippines, et sert actuellement de secrétariat pour l'Asia Pacific Economic Cooperation (APEC) Business Advisory Council. ♦ E-mail: crcfi@info.com.ph; site Web : <http://www.crc.org.ph>.

Pologne ♦ Centrum im. Adama Smitha

L'ASRC est un institut privé de politiques publiques, non partisan et indépendant. Il a été fondé en 1989 et a été le premier dans son genre en Pologne et en Europe de l'Est. L'ASRC vise la promotion d'une économie de marché libre et équitable, une démocratie participative, et une société vertueuse. Ses activités dans la recherche et en développement, en éducation, et dans la publication couvrent la quasi-totalité des questions importantes dans les domaines de l'économie et de la vie sociale. L'ASRC agit comme un gardien de la liberté économique en Pologne. Plus de 50 experts sont associés à l'ASRC. ♦ E-mail: 1989@smith.pl; site Web : <http://http://www.smith.org.pl/>.

Portugal ♦ **Causa Liberal**

Causa Liberal est une organisation indépendante non partisane et à but non lucratif, constituée de Portugais qui partagent les principes de la tradition libérale classique et qui désirent élargir son application dans le Portugal moderne. Sa mission est de défendre les principes de la société libre et de ses éléments constitutifs : les droits de l'homme, l'État de droit, l'économie de marché, et la propriété privée. Ses principaux objectifs sont la formation et la consolidation d'un réseau d'individus intéressés par l'étude, la discussion, et la promotion de la tradition libérale classique, et par la progression des idées et des politiques fondées sur l'économie de marché au Portugal.. ♦ E-mail: causaliberal@yahoo.com; site Web : <http://www.causaliberal.net>.

République de Corée ♦ **Center for Free Enterprise**

Le CFE est une fondation engagée à promouvoir la libre entreprise, le gouvernement limité, la liberté et la responsabilité individuelle, l'État de droit et la limitation de la violence. Financé par les membres de la Fédération des Industries coréennes (FKI), le CFE a été créé, le 1er avril 1997, comme fondation indépendante et à but non lucratif, dans un contexte de crise économique dans la société coréenne. Le CFE a concentré ses efforts sur le soutien de la liberté de l'économie à travers des livres et des rapports sur les politiques publiques, de statistiques et d'analyses. Dans des ateliers et des forums sur les politiques, le CFE a proposé des alternatives aux politiques présentées comme des solutions aux problèmes auxquels fait face la société coréenne. ♦ E-mail: csn@cfe.org; site Web : <http://www.cfe.org>.

République dominicaine ♦ **Fundación Economía y Desarrollo, Inc.**

La FEyD est une organisation privée, à but non lucratif, vouée à la promotion des marchés concurrentiels, de l'entreprise privée, et des stratégies qui favorisent le développement économique. Pour atteindre ses objectifs, la FEyD publie régulièrement plusieurs articles dans les journaux les plus importants du pays. Elle produit également une émission de télévision d'une heure intitulée : « Triálogo » qui est diffusée trois fois par semaine et qui explique les études portant sur la performance de l'économie dominicaine et de ses secteurs. ♦ E-mail: tachi46@hotmail.com.

République slovaque ♦ **The F.A. Hayek Foundation**

La *F. A. Hayek Foundation* est une organisation indépendante, non partisane et à but non lucratif qui offre un forum pour l'échange d'opinions entre des chercheurs, des hommes d'affaires, et des décideurs politiques sur les causes et les solutions de problèmes économiques, sociaux et politiques. Il propose des réformes concrètes de l'économie, de l'éducation, de la sécurité sociale, et de la législation de manière à transformer la République slovaque en une société ouverte. La formation d'étudiants des hautes écoles et des universités représente une grande partie de ses activités. La Fondation F.A Hayek promeut le libéralisme classique, qui a été pratiquement absent jusqu'en 1989 : économie de marché, rôle réduit du gouvernement, État de droit et choix individuel, responsabilités et droits à la vie, liberté et propriété. ♦ E-mail: hayek@hayek.sk; site Web : <http://www.hayek.sk>.

République tchèque ♦ **Liberální Institut**

Le *Liberální Institut* est une organisation indépendante, à but non lucratif, ayant pour objectif le développement et l'application des idées libérales classiques : les droits de l'homme, la propriété privée, l'État de droit, les marchés autorégulés, et un gouvernement peu interventionniste. Il est financé par les revenus de ses diverses activités et des dons des particuliers et des sociétés privées. ♦ E-mail: miroslav.sevcik@libinst.cz; site Web : <http://www.libinst.cz>.

Roumanie ♦ **Romania Think Tank**

Le *Romania Think Tank* est un institut de recherche indépendant fondé en 2003. Il est entièrement financé par les donations de ses membres fondateurs. Son objectif est de promouvoir le développement de l'économie de marché, l'allègement de la fiscalité, la réduction de la bureaucratie, le libre-échange et stimuler l'investissement étranger. À cette fin, le *Romania Think Tank* publie de nombreux articles dans les médias roumains et internationaux, et

étudie et analyse les questions relatives au développement d'une économie de marché en Roumanie. ♦ E-mail: office@rtt.ro; site Web : <<http://www.thinktankromania.ro/>>.

Royaume-Uni ♦ **Institute of Economic Affairs (IEA)**

La mission de l'IEA consiste à améliorer la compréhension du public des fondements d'une société libre et harmonieuse en exposant et en analysant le rôle des marchés dans la résolution des problèmes économiques et sociaux, et de porter les résultats de ces travaux à l'attention de ceux qui influencent l'opinion publique. L'IEA accomplit sa mission à travers un programme de publication d'une haute qualité ; des colloques, des séminaires et des conférences sur de nombreux sujets ; la sensibilisation des élèves à l'école et des étudiants à l'université ; la négociation d'interventions médiatiques et d'autres activités connexes. Repris en 1955 par le regretté Sir Antony Fisher, l'IEA est une œuvre éducative de charité à responsabilité limitée. L'Institut est indépendant de tout parti politique ou tout autre groupe, il est financé par la vente de publications, les droits de participation à ses conférences, et des dons volontaires. ♦ E-mail: pbooth@iea.org.uk; site Web : <<http://www.iea.org.uk>>.

Russie ♦ **Institute of Economic Analysis**

L'*Institute of Economic Analysis* est un institut de recherche macroéconomique qui analyse la situation économique actuelle et les politiques et offre une expertise des actes et des programmes de la politique économique actuelle. Il offre des conseils aux organes du gouvernement russe, aux entreprises et aux organisations et élabore et publie des travaux de recherche scientifique et des ouvrages sur la méthodologie économique. Il anime également des séminaires, des conférences et des symposiums sur des sujets économiques. L'institut est un centre de recherche indépendant non gouvernemental, non politique et à but non lucratif, qui travaille en étroite collaboration avec des centres de recherche russes et internationaux majeurs. Ses recherches sont axées sur les politiques macroéconomiques, budgétaires et sociales. ♦ E-mail: iea@iea.ru; site Web : <<http://www.iea.ru>>.

Serbie ♦ **Free Market Center (FMC)**

Le FMC est une organisation non gouvernementale à but non lucratif fondée en 2001. Il est le seul think tank d'économie de marché en Serbie. Le Centre promeut la compréhension et l'acceptation des idées de la liberté individuelle, de l'économie de marché, du gouvernement limité, et de la coopération pacifique. À cette fin, le FMC s'efforce de réorienter l'attention non seulement des intellectuels les plus influents, mais aussi des membres du public, des entrepreneurs, des décideurs politiques, et des étudiants vers le rôle des marchés libres et le rôle adéquat du gouvernement. À travers, des publications, des forums de discussion, et des conférences, le centre a pour vocation de diffuser les idées libérales classiques. ♦ E-mail: fmc@yubc.net; site Web : <<http://www.fmc.org.yu>>.

Sri Lanka ♦ **The Pathfinder Foundation**

La *Pathfinder Foundation* a remplacé le *Center for Policy Research*. Grâce à une bonne recherche et une bonne analyse de l'information, il vise à remettre en question les vieilles idées et la pensée conventionnelle, à stimuler le débat, à changer les attitudes du public, et à rechercher des solutions nouvelles et novatrices aux problèmes économiques et sociaux du Sri Lanka. ♦ E-mail: info@pathfinderfoundation.org.

Suède ♦ **Timbro**

Timbro est un think tank suédois qui encourage l'opinion publique à soutenir la libre entreprise ainsi qu'une économie et une société libres. Timbro publie des livres, des documents, des rapports et le magazine *Smedjan*. Il organise également des séminaires et noue des liens entre les personnes. Fondé en 1978, Timbro appartient à la Fondation suédoise de la libre entreprise qui compte parmi ses principaux membres un grand nombre d'entreprises et d'organisations suédoises. ♦ E-mail: fredrik.erixon@timbro.se; site Web : <<http://www.timbro.se>>.

Suisse ♦ **Liberales Institut**

Le *Liberales Institut* est un forum où les valeurs fondamentales et les concepts d'une société libre peuvent être discutés et examinés. L'objectif de l'Institut est la mise en place de l'économie de marché comme moyen pour réaliser les objectifs d'ouverture, de diversité, et d'autonomie. L'Institut Libéral n'est associé à aucun parti

politique. Par le biais de publications, de forums de discussion, et de séminaires, il vise à élaborer et à diffuser les idées libérales classiques. ♦ E-mail: libinst@libinst.ch; site Web : <http://www.libinst.ch/>.

Trinité-et-Tobago ♦ Arthur Lok Jack Graduate School of Business, The University of the West Indies

L'*Arthur Lok Jack Graduate School of Business* a été créé en 1989 comme partenaire pour développer le talent managérial de la communauté des affaires de Trinité-et-Tobago. Sa mission est de permettre aux personnes et aux organisations des pays en voie de développement d'optimiser leur capacité de performance ainsi que leur compétitivité internationale par le biais du développement et du déploiement du conseil, de l'éducation, de la recherche, et des moyens de formation. Parmi les services de base offerts par l'Institut se trouvent la recherche académique et appliquée dans les domaines relevant des préoccupations véritables des dirigeants d'entreprises, ce qui leur permettra d'améliorer leur capacité à gérer leurs entreprises avec succès dans un contexte de marchés de plus en plus complexes. ♦ E-mail: r.balgobin@gsb.tt; site Web : <http://www.gsb.tt>.

Turquie ♦ Association for Liberal Thinking

L'*Association for Liberal Thinking* est une organisation non gouvernementale à but non lucratif qui a pour mission d'introduire la tradition démocratique libérale en Turquie. L'Association travaille à promouvoir la compréhension et l'acceptation d'idées comme la liberté, la justice, la paix, les droits de l'homme, l'égalité et la tolérance. Elle encourage également la production d'une littérature académique sur les thèmes libéraux pour aider le peuple Turque à évaluer les changements contemporains nationaux et internationaux, et tenter de trouver des solutions efficaces aux problèmes de la Turquie dans une perspective libérale. L'Association pour la pensée libérale n'est pas impliquée dans la politique quotidienne et n'a pas de liens directs avec aucun parti ou mouvement politique. Son objet est plutôt, en tant que groupe intellectuel indépendant, de définir un large agenda politique de manière à contribuer à la libéralisation de l'économie et de la politique en Turquie. ♦ E-mail: info@liberal-dt.org.tr; site Web : <http://www.liberal-dt.org.tr>.

Ukraine ♦ The Ukrainian Center for Independent Political Research

L'UCIPR a été créé au début de l'année 1991 sous forme d'une institution de recherche non gouvernementale et non partisane qui permettrait d'accroître la conscience démocratique parmi le peuple ukrainien et d'analyser la politique et la sécurité, nationale et internationale. L'UCIPR est politiquement indépendant ; il n'accepte aucun financement de l'État ou d'un parti politique. L'UCIPR publie des livres et des travaux de recherche sur la politique intérieure et extérieure de l'Ukraine, l'économie en transition, la sécurité, les relations avec les États voisins, la situation en Crimée, les relations interethniques, et la liberté des nouveaux médias. Le Centre a accueilli un certain nombre de conférences nationales et internationales ainsi que des ateliers. ♦ E-mail: maxim@uncpd.kiev.ua; site Web : <http://www.ucipr.kiev.ua>.

Venezuela ♦ The Center for the Dissemination of Economic Knowledge (CEDICE)

Le CEDICE est une association privée non partisane à but non lucratif consacrée à la recherche et à la promotion de la pensée philosophique, économique, politique et sociale. Elle met l'accent sur l'initiative individuelle ainsi que sur une meilleure compréhension du système d'économie de marché et des sociétés responsables. À cette fin, le CEDICE a constitué une bibliothèque et une librairie ; publie la série « le Venezuela d'aujourd'hui » ainsi que d'autres études ; offre une formation économique pour les journalistes ; organise des événements spéciaux et conduit des programmes communautaires. ♦ E-mail: cedice@cedice.org.ve; site Web : <http://www.cedice.org.ve>.

Vietnam ♦ Research Center for Entrepreneurship Development

Le *Center*, fondé en 2004, est une organisation non gouvernementale de recherche et d'éducation consacrée au développement de l'entrepreneuriat dans le secteur privé au Vietnam. Sa mission est d'étudier l'élaboration de politiques qui créent un environnement politique et institutionnel plus favorable au développement des entreprises du secteur privé au Vietnam. Par le biais de publications, de forums de discussion et de conférences, le centre cherche à diffuser et à encourager des politiques appropriées ainsi que le développement de l'entrepreneuriat. ♦ E-mail: manhcuongjiss@gmail.com; site Web : <http://www.rced.com.vn>.

Zambie ♦ The Zambia Institute for Public Policy Analysis (ZIPPA)

Le ZIPPA a pour mission de promouvoir une compréhension plus large du rôle clé de l'économie de marché et de la concurrence dans le développement économique. La Zambie, bien que pacifique et stable, est actuellement enlisée dans une combinaison de pauvreté prolongée, de pandémie de VIH/sida, d'animosités politiques suite à une élection litigieuse, et de scepticisme quant à la libéralisation économique. Dans ce triste environnement, le ZIPPA veut jouer un rôle constructif en promouvant des politiques économiques réalistes et en suggérant des solutions qui ont été appliquées avec succès dans d'autres pays à des problèmes économiques similaires. ♦ E-mail: zippamail@gmail.com.

Résumé

La liberté économique dans le monde

L'indice de *La liberté économique dans le monde* évalue dans quelle mesure les politiques et les institutions des pays sont favorables à la liberté économique. Les piliers de la liberté économique sont : le choix personnel, l'échange volontaire, la libre concurrence et la sécurité de la propriété privée. Quarante-deux variables ont été utilisées pour construire l'indice global et pour mesurer le degré de liberté économique dans cinq catégories :

- 1 La taille de l'État ;
- 2 La structure juridique et la sécurité du droit de propriété ;
- 3 L'accès à une monnaie saine ;
- 4 La liberté de commerce international ;
- 5 Les réglementations du crédit, du travail et des affaires.

La liberté économique s'est considérablement accrue au cours des dernières décennies

- L'indice global chaîné (figure 1.4) permet d'établir des comparaisons dans le temps. Le score moyen de la liberté économique est passé de 5,55 (sur 10) en 1980 à 6,70 en 1997, l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles.
- Sur les 103 nations avec des indices chaînés remontant jusqu'à 1980, 92 ont vu leurs scores s'améliorer, alors que 11 ont vu leurs scores baisser.
- Douze nations ont augmenté leur score de plus de 2,5 points depuis 1980, bien qu'ils aient pour la plupart commencé à un niveau faible : Ghana (3,69), Ouganda (3,31), Israël (3,24), Jamaïque (2,80), Pérou (2,78), Hongrie (2,66), Salvador (2,54), Mauricie (2,52), Nigeria (2,52), Iran (2,51), Nicaragua (2,51), et le Chili (2,50).
- Seulement trois pays ont vu leur score diminuer de plus d'un point : Zimbabwe (-2, 23), Venezuela (-2,26), et Myanmar (-1,58).
- Dans l'indice de cette année, Hong Kong conserve le score le plus élevé pour la liberté économique, soit 8,97 sur 10. Les autres nations du top 10 sont Singapour (8,66), la Nouvelle-Zélande (8,30), Suisse (8,19), Chili (8,14), États-Unis (8,06), l'Irlande (7,98), Canada (7,91), Australie (7,89), et le Royaume-Uni (7,89).
- Les autres grandes économies sont classées comme suit : Allemagne, 27e (7,50) ; Japon, 30e (7,46), France, 33e (7,43) ; Italie, 61e (6,95) ; Mexique, 68 (6,85) ; Russie, 83 (6,50), Chine, 82 (6,54) ; Inde, 86e (6,45) ; Brésil, 111e (6,00),
- Huit des 10 dernières nations du classement sont africaines. Les deux autres nations sont le Venezuela et le Myanmar. Les 10 dernières nations du classement sont : le Zimbabwe (2,89), Myanmar (3,69), Angola (4,04),

Venezuela (4,33), République du Congo (4,44), la République centrafricaine (4,79), la Guinée-Bissau (4,84), la République démocratique du Congo (5,00), Chad (5,09), et le Niger (5,11).

Les nations qui sont économiquement libres présentent de meilleurs résultats, en termes d'indicateurs de bien-être, que celles qui le sont moins

- Les nations qui composent le premier quartile du classement de la liberté économique ont en moyenne un PIB par habitant de 32,443 \$ en 2007, comparativement à 3802 \$ pour les pays dans le dernier quartile du classement exprimé en (PPA) dollars constants de 2005 (figure 1.6)
- Le quartile supérieur enregistre en moyenne un taux de croissance par habitant de 2,4 %, comparativement à 0,9 % pour le quartile inférieur (figure 1.7)
- Dans le quartile supérieur, le revenu moyen des 10 % les plus pauvres de la population est de 9,105 \$, comparé à 896 \$ pour ceux qui sont dans le quartile inférieur. Le revenu étant exprimé en (PPA) dollars constants de 2005 (figure 1.11)
- L'espérance de vie est de 79 ans dans le quartile supérieur, contre 59 ans dans le quartile inférieur (figure 1.12)
- Les nations dans le quartile supérieur ont un score moyen de 84,8 pour leur performance environnementale alors que celles dans le quartile inférieur ont un score moyen de 64,5. (figure 1.13)
- Les nations dans le quartile supérieur ont un score moyen de 7,5 pour la corruption sur une échelle de 1 à 10, où 10 est le niveau le plus bas, tandis que celles qui sont dans le quartile inférieur ont un score moyen de 2,6 (figure 1.14)
- Les nations dans le quartile supérieur de la liberté économique ont un score moyen de 1,6 pour les droits politiques sur une échelle de 1 à 7, où 1 est le plus haut niveau, tandis que celles qui sont dans le quartile inférieur ont un score moyen de 4,4 (figure 1.15)
- Les nations qui sont dans le quartile supérieur ont un score moyen de 1,6 pour les libertés civiles sur une échelle de 1 à 7, où 1 est le plus haut niveau, tandis que celles qui sont dans le quartile inférieur ont un score moyen de 4,4 (figure 1.15)

La liberté économique dans le monde, 2007

Le premier chapitre donne un aperçu du projet de *La liberté économique dans le monde* et les résultats de ce rapport. Il examine aussi certaines des causes de la crise économique actuelle et revient sur la Grande Dépression, en examinant brièvement quelques-unes des réponses politiques – la contraction de la masse monétaire, les restrictions commerciales et les augmentations des dépenses publiques et la fiscalité – qui prolongent de manière perverse le ralentissement économique. Elle met en garde contre la répétition des mêmes erreurs.

L'impact de la crise financière et économique sur la liberté économique

Le chapitre 3 examine l'impact des crises bancaires et leur impact économique négatif, sur la liberté économique. Bien que l'étude constate que la liberté économique peut décliner à court terme en réponse aux crises, les résultats indiquent également que, sur une période plus longue, la liberté économique a tendance à augmenter après une crise

bancaire. Comme le montre cette étude de cas, en Norvège et en Suède, la crise bancaire n'a pas empêché ces pays de continuer leurs réformes économiques favorables à l'économie de marché.

Les résultats économétriques des changements dans le niveau de liberté économique fondés sur des observations à intervalles de 5 ans de 1970 à 2005 indiquent que les pays qui ont connu une crise bancaire lors de la période précédente ont augmenté leur niveau de liberté économique. Ce résultat est en contraste frappant avec celui de l'échantillon d'observations annuelles au cours de la période de 2001 à 2006, qui suggèrent que, dans le court terme, une crise bancaire diminue la liberté économique.

Cependant, les auteurs mettent en garde contre le fait que, en raison de la nature mondiale de la crise actuelle, les résultats peuvent sous-estimer l'impact de la crise actuelle sur la liberté économique. En d'autres termes, les preuves fondées sur les crises précédentes peuvent ne pas saisir pleinement l'impact de la crise actuelle. Comme la plupart des pays du monde sont dans une récession économique grave en même temps, les auteurs soulignent qu'il sera beaucoup plus difficile de sortir de cette récession.

Les effets des mesures de lutte contre la récession américaine sur la liberté économique

Le troisième chapitre examine les politiques du gouvernement des États-Unis de lutte contre la récession et conclut que de nombreuses réponses politiques réduisent le niveau global de liberté économique du pays, au moins à court terme, à travers les mécanismes suivants.

- La politique monétaire est susceptible d'entraîner de l'inflation.
- La relance budgétaire a donné lieu à des niveaux de déficits sans précédent et des paiements d'intérêt qui réduiront la quantité de crédit consacré au secteur privé.
- Les dépenses fédérales consacrées aux projets d'infrastructures, aux programmes sociaux et au transfert aux États conduisent à davantage de réglementation et, dans certains cas, empiètent sur certaines responsabilités des États, menaçant l'intégrité du système légal.
- Les politiques de sauvetage financier impliquent des changements dans les règles concernant les droits de propriété, l'intégrité du système juridique et le respect des contrats.
- D'autres mesures, ou les mesures proposées, qui réduiront la liberté économique sont notamment la hausse des taux marginaux d'imposition, l'augmentation de la réglementation de l'industrie financière et de la production industrielle et la réglementation accrue liée au système des droits négociables.

Les mesures suggérées par ces résultats sont simples, selon les auteurs. Puisque les réductions de liberté économique diminuent la croissance économique et le bien-être des Américains, les politiques économiques devraient être évaluées à la lumière de ces coûts lors de leur conception, leur mise en œuvre, et lorsqu'elles seront passées en revue à l'avenir.

Données mises à la disposition des chercheurs

L'ensemble complet des données, y compris toutes les données publiées dans ce rapport ainsi que les données omises en raison de la contrainte d'espace, peuvent être téléchargées gratuitement à l'adresse : <<http://www.freetheworld.com>>. Le fichier de données disponibles contient les données les plus à jour et les plus précises pour l'indice de la liberté économique mondiale. Les noms de certaines variables et de certaines sources de données ont évolué au fil des années depuis la première publication en 1996 et le lecteur doit consulter les éditions antérieures des rapports sur la liberté économique du monde pour plus de détails concernant les sources et les détails de ces années. Toutes les éditions de ce rapport sont disponibles en formats PDF et peuvent être téléchargées gratuitement à partir de <<http://www.freetheworld.com>>. Cependant, comme des mises à jour et des corrections sont régulièrement faites (même aux données des années antérieures) les utilisateurs sont fortement encouragés à utiliser les données les plus récentes. Les utilisateurs qui font des études de long terme ou des études longitudinales sont encouragés à utiliser l'index chaîné dans la mesure où il est le plus constant dans le temps. Si vous avez des problèmes pour télécharger les données, veuillez contacter Jean-François Minardi via courriel à <freetheworld@fraserinstitute.org> ou par téléphone +1.514.281.9550 ext. 306. Si vous avez des questions techniques au sujet des données elles-mêmes, s'il vous plaît prendre contact avec Robert Lawson par courriel à <rlawson@auburn.edu> ou par téléphone au +1.334.844.3007. Veuillez citer la série de données de la manière suivante :

Auteurs : James Gwartney and Robert Lawson

Titre : 2009 Economic Freedom Dataset, publié dans *Economic Freedom of the World: 2009 Annual Report*

Éditeur : Economic Freedom Network

Date de publication : 2009

URL : <<http://www.freetheworld.com/2009/2009Dataset.xls>>.

La liberté économique dans le monde

Rapport annuel 2009

